

Jamais notre mode de vie n'a tant exigé la formation scientifique et, malheureusement, le Canada se trouve aujourd'hui dans une situation sans précédent dans son histoire.

Nous n'avons jamais eu si peu d'habitants entre 15 et 25 ans par rapport à ceux des autres âges groupés par 10 ans. C'est le résultat de la faible natalité des années 30. De plus, il y a longtemps que l'exode aux États-Unis de nos diplômés d'université et de nos ouvriers spécialisés est très importante.

Cette pénurie, surtout celle d'instituteurs et de professeurs, est également attribuable aux restrictions imposées récemment à l'immigration au Canada d'instituteurs, de professeurs et autres ouvriers spécialisés originaires des pays de l'Europe centrale. Il est assez intéressant de remarquer que sur 100 enfants qui s'inscrivent à l'école au Canada, sept seulement s'inscrivent à l'université et cinq seulement obtiennent un diplôme, et parmi ceux-là fort peu deviennent des investigateurs scientifiques. Si nous manquons d'investigateurs scientifiques, d'ingénieurs et de professeurs, c'est encore à cause des faibles traitements versés aux professeurs, du manque de fonds, de l'insuffisance des stimulants, de la baisse du prestige des gens instruits et du nombre croissant de citoyens satisfaits d'eux-mêmes qui paraissent convaincus que tout ce qu'on peut désirer dans la vie est contenu dans un bungalow aux allures rustiques, un poste de télévision, les voyages et les réunions amicales. Ces gens sont avides des produits de la science, surtout dans les domaines de la médecine et de la distraction, mais ils ne se sentent nullement attirés par une vie consacrée à la discipline intellectuelle, non plus que par la personnalité des investigateurs scientifiques.

Maintenant que les biens matériels dans lesquels la plupart des gens ont mis leur confiance se trouvent menacés, le Canada et le monde de l'Ouest souffrent d'une pénurie d'investigateurs scientifiques. Un éditorial publié par un hebdomadaire canadien sur les affaires contemporaines faisait remarquer le mois dernier que Spoutnik n'est pas tant le symbole de la supériorité russe que celui de la faillite de l'enseignement américain et canadien. Un comité de l'OTAN signalait le mois dernier que l'Union soviétique forme près de deux fois plus d'investigateurs scientifiques par nombre d'habitants que les pays de l'OTAN à eux tous, et qu'elle se prépare encore à en augmenter le nombre.

Le besoin d'investigateurs scientifiques au Canada a été annoncé lors d'une conférence sur le personnel scientifique et technique à St. Andrew's (N.-B.), en septembre 1956. On

[M. Haidasz.]

y a dit que d'ici 1980 le Canada devrait quadrupler le nombre d'ingénieurs qu'il emploie actuellement, c'est-à-dire 40,000, probablement plus que quadrupler son personnel scientifique actuel, qui se chiffre à 20,000, former dix fois plus de techniciens, et disposer de 55,000 professeurs d'université. Ces chiffres fabuleux sont très inquiétants. Au Canada, certains ont poussé des cris d'alarme, et les chefs du gouvernement actuel en ont un peu parlé, mais les craintes et les avis exprimés par nos directeurs de recherches et nos investigateurs scientifiques nous avertissent que le gouvernement entrave les progrès de la recherche scientifique en décrétant des réductions de dépenses.

En dépit des réclamations en faveur de l'aide à la recherche scientifique et en dépit des promesses électorales des candidats conservateurs à l'égard des subventions fédérales à des fins éducatives, ces mêmes gens ont complètement passé sous silence dans le discours du trône le besoin pressant de cette assistance et n'ont fait aucune mention des subventions fédérales à nos universités, qui, pourtant, représentent notre première ligne de défense. Je suis sûr que beaucoup de députés et beaucoup de Canadiens ont été comme moi humiliés et scandalisés de constater que M. Norman MacKenzie, président de l'Université de la Colombie-Britannique, est allé faire aux États-Unis une tournée, dont il est revenu récemment, pour supplier les industriels américains de faire des dons aux universités et collèges canadiens.

J'engage le gouvernement à ne pas laisser se terminer la présente session du Parlement sans accorder d'aide financière à nos universités, ni sans affecter de subventions pour venir en aide aux étudiants nécessiteux mais doués. Récemment, M. Walter Gordon, de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada, déclarait qu'il faut assurer une aide économique à l'enseignement, même s'il nous faut retrancher ailleurs. Je recommande également la formation d'un comité national de l'enseignement et de la recherche, qui serait chargé de conseiller les gouvernements et les universités, et de solliciter l'aide financière des gouvernements, des industries et des particulier. Je félicite sincèrement mon collègue de mon propre parti, l'honorable député de Cartier (M. Crestohl), d'avoir proposé la résolution suivante, qui figurait aux *Procès-verbaux* dès le jour d'ouverture du Parlement:

La Chambre est d'avis que le gouvernement devrait étudier l'à-propos de modifier la loi de l'impôt sur le revenu afin d'autoriser une exemption d'impôt sur le revenu à l'égard des frais de scolarité versés aux universités...